

**Séance ordinaire du  
mardi 4 avril 2023**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

**Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Stationnement payant sur voirie - Dérogation au droit d'opposition des usagers à  
la collecte de leur numéro d'immatriculation - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le stationnement payant sur voirie constitue un levier essentiel de la politique de mobilité et d'aménagement urbain. Il permet de favoriser un partage équilibré de l'espace public afin de renforcer le dynamisme et l'attractivité des centres urbains et d'accompagner leur développement économique.

Dans le cadre du stationnement payant sur voirie, les usagers doivent renseigner leur numéro d'immatriculation au moment de s'acquitter de leur redevance. Cette opération est notamment nécessaire pour permettre la bonne gestion et le contrôle du stationnement payant sur la voie publique. A cette fin, un traitement de ces numéros d'immatriculation est mis en place avec les caractéristiques ci-dessous.

Le traitement des numéros d'immatriculation renseignés par les usagers au moment de s'acquitter de leur redevance, et collectés lors des contrôles, permet de garantir une mission d'intérêt public qui consiste à mettre en œuvre la politique de stationnement sur le territoire de la Ville. Les responsables conjoints du traitement des données collectées sont la Ville de Montpellier et son délégataire, la société publique locale TaM, dans le cadre du contrat de délégation de service public du stationnement payant sur voirie.

Les catégories des données traitées sont :

- Les numéros d'immatriculation ;
- Les photographies contextuelles du véhicule contrôlé. Elles sont automatiquement floutées afin de

retirer notamment les visages et autres numéros d'immatriculations externes au contrôle. Ces données sont traitées par des agents assermentés au contrôle du stationnement. Toute photo non floutée est systématiquement supprimée.

Pour connaître la validité du stationnement, un rapprochement est alors effectué avec les données incluses dans le serveur des tickets, contenant les numéros d'immatriculation renseignés par les usagers. En cas d'absence ou d'insuffisance du paiement immédiat de la redevance, un Forfait-Post-Stationnement (FPS) est émis.

Des garanties sont mises en place afin de prévenir les abus, l'accès ou le transfert illicite des données concernées.

Pour les véhicules de Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculation (LAPI), les garanties apportées sont les suivantes :

- Chiffrage de la communication entre le véhicule LAPI et le système central ;
- Purge automatique des données après une durée fixée par type de données (information de lecture et photos contextuelles) ;
- Fonction automatique de floutage des visages des personnes et plaques « *externes* » sur des images contextuelles ;
- L'hébergement des données est effectué en Europe.

Pour le serveur des tickets, l'accès au système d'information, à l'application est limité et contrôlé par une procédure de connexion sécurisée.

La durée de conservation des données collectées prend en compte la nature, la portée et les finalités du traitement :

- Lorsque la redevance de stationnement est acquittée par l'utilisateur, les données sont systématiquement supprimées ;
- En cas d'émission d'un FPS, les données sont conservées pendant 21 jours.

Lorsque l'utilisateur renseigne son numéro d'immatriculation, au moment de s'acquitter de sa redevance de stationnement, il est informé des caractéristiques et conditions du traitement apporté à ses données à caractère personnel. Cette collecte du numéro d'immatriculation d'un véhicule constitue une donnée à caractère personnel au sens de la loi Informatique et Libertés de 1978 et du Règlement Général de la Protection des Données (RGPD). Selon l'article 21 de ce RGPD, l'utilisateur devrait pouvoir s'opposer à la collecte de son numéro d'immatriculation.

Les collectivités territoriales disposent cependant de la faculté d'écarter ce droit d'opposition des usagers au renseignement par leurs soins ou à la collecte du numéro d'immatriculation de leur véhicule, dans les conditions prévues à l'article 23 du RGPD. Dans le cas présent, l'efficacité du contrôle du stationnement et la bonne gestion de la collecte des redevances constituent des motifs légitimes au sens du premier paragraphe de cet article.

Par conséquent, la Ville de Montpellier souhaite déroger à ce droit d'opposition dans le cadre de la gestion du stationnement payant sur voirie, pour les motifs d'intérêt général suivants :

- Les objectifs poursuivis par la politique de mobilité telle que visée par l'article L2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment « *favoriser la fluidité de la circulation, la rotation du stationnement des véhicules sur voirie, et l'utilisation des moyens de transport collectif ou respectueux de l'environnement* » ;
- Le recouvrement des recettes publiques, afin d'accompagner la numérisation de la gestion publique et assurer un meilleur taux d'efficacité du recouvrement en particulier grâce à l'utilisation des véhicules équipés de dispositifs « *LAPI* » ;
- La garantie de l'effectivité des recours, en ce qu'elle peut conduire à ajouter systématiquement le

numéro de la plaque d'immatriculation à la liste des informations figurant sur le justificatif du stationnement permettant ainsi à l'usager de prouver sans équivoque que ce justificatif comportant notamment le montant payé de la redevance de stationnement est bien le sien ; l'usager peut alors plus aisément faire valoir le paiement de ce montant de la redevance, pour éventuelle déduction de son FPS.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la dérogation au droit d'opposition des usagers à la collecte de leurs numéros d'immatriculation dans le cadre du stationnement payant sur voirie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 avril 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 14 avril 2023**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20230404-226556-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 14/04/23  
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.